

Gestion des Connaissances et Apprentissage sectoriel en matière d'Eau potable, Hygiene et Assainissement en Côte d'Ivoire



Côte d'Ivoire

Les acteurs du secteur Eau et Assainissement ont saisi l'opportunité offerte par l'Unicef en partenariat avec IRC à 11 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans le but de décrire les capacités du secteur de l'AEPHA et d'impulser la mise en place des activités de Gestion des connaissances et de l'apprentissage sectoriel. Ainsi, en Côte d'Ivoire, une étude a été conduite par l'Unicef en partenariat avec IRC en vue de la génération des informations notamment l'identification, la description et l'évaluation des capacités et de potentialités en matière de gestion des connaissances et d'apprentissage sectoriel dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement. Le présent document synthétise les principaux résultats de cette étude.

INTRODUCTION

Après une décennie de conflits militaro-politiques, la République de Côte d'Ivoire connaît une stabilité institutionnelle depuis 2011 et le Gouvernement Ivoirien ambitionne d'en faire un pays émergent à l'horizon 2020. Cette vision repose sur une croissance économique forte s'appuyant entre autre sur un climat attractif des affaires, un repositionnement sur la scène internationale et une confortation de sa position de moteur de l'économie de la sous-région Ouest africaine.

Dans ce contexte de développement favorable, les acteurs du secteur Eau et Assainissement ont saisi l'opportunité offerte par l'Unicef en partenariat avec IRC à 11 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans le but de décrire les capacités du secteur de l'AEPHA et d'impulser la mise en place des activités de Gestion des connaissances et de l'apprentissage sectoriel. Ainsi, en Côte d'Ivoire, une étude a été conduite par l'Unicef en partenariat avec IRC en vue de la génération des informations notamment l'identification, la description et l'évaluation des capacités et de potentialités en matière de gestion des connaissances et d'apprentissage sectoriel dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement. Le présent document synthétise les principaux résultats de cette étude.

II - MÉTHODOLOGIE

La méthodologie de cette étude a reposé sur une collecte des données par questionnaire et des entretiens semi-structurés. L'outil de collecte des données était composé de quatre parties couvrant les différentes dimensions de la gestion des connaissances : (1) Les pratiques individuelles; (2) Les pratiques organisationnelles; (3) L'apprentissage sectoriel et (4) La demande en informations / connaissances dans le secteur. L'enquête s'est déroulée dans le courant de septembre à octobre 2015 auprès de 13 répondants volontaires issus du gouvernement (central et décentralisé), des bailleurs de fond, des ONG nationales et internationales, du secteur universitaire et du secteur privé. Les données recueillies ont été compilées et traitées par IRC qui a produit un rapport provisoire de l'étude. Ce rapport a été partagé avec les principaux acteurs du secteur AEPHA en Côte d'Ivoire. Au mois d'avril 2016, une vingtaine d'acteurs (la quasi-totalité des répondants et les autres acteurs) du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ont procédé à la revue et à la validation du rapport pays dont les principaux résultats sont ci-dessous présentés.

III - RÉSULTATS CLÉS

L'APPRENTISSAGE SECTORIEL

Apprentissage sectoriel et partage au niveau national

Au plan national, 69% des répondants affirment ne pas savoir s'il existe des plateformes ayant la Gestion des Connaissances (GC) et l'Apprentissage Sectoriel (AS). Deux plateformes sont signalées : le réseau PTF et le partenariat national de l'eau de la Côte d'Ivoire (PNECI). 39% des répondants indiquent que le secteur organise souvent des manifestations d'échange (ateliers, conférence) et 23% additionnel affirme que le secteur les organise régulièrement. Pour 61% des répondants, les visites de terrains sont faites au niveau de leurs organisations, 59% de leur personnel y participe souvent, et 25% y participe parfois.

Les participants aux plateformes et aux visites de terrains pensent que les bénéfices portent sur la création de contacts et le réseautage, l'acquisition de nouvelles connaissances et des opportunités pour le personnel et l'organisation.

Apprentissage sectoriel et partage au niveau régional et mondial

La participation des acteurs du secteur aux manifestations régionales est plus importante (23% des répondants affirment y participer souvent et 39% parfois) que pour les manifestations mondiales (seuls 23% affirment y participer parfois). Les manifestations listées par les répondants sont : SWA, AMCOW, FHN et AfricaSan. Il est à noter que les répondants ont semblé avoir du mal à faire la différence entre une manifestation régionale et mondiale.

Les bénéfices de la participation à ces différentes manifestations sont équitablement répartis entre les organisations et leur personnel d'une part, entre l'acquisition de nouvelles connaissances, les contacts et réseautage, les opportunités pour le personnel et les opportunités pour l'organisation.

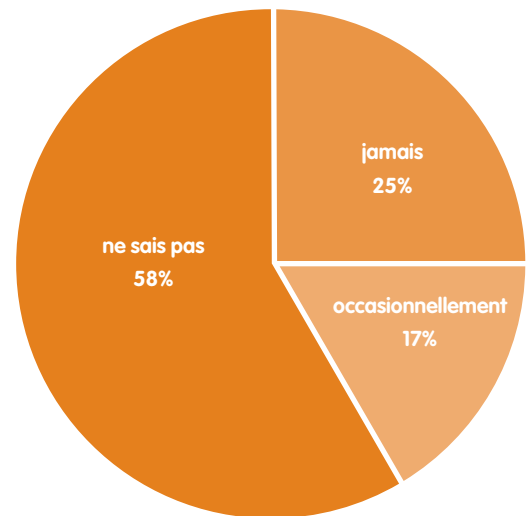
VISITE D'ÉTUDE

Bien que les bénéfices tirés de la participation à des visites d'étude soient similaires à ceux de la participation aux manifestations aux manifestations régionales et mondiales, on note une plus grande participation des acteurs aux visites d'étude (23% des répondants affirment y participer souvent, et 46% parfois). Pour ce qui est des visites d'étude effectuées hors du territoire national :

- les pays voisins (Bénin, Ghana, Sénégal et Burkina Faso) sont les plus sollicités (Entre 16% et 28%) ;

- le Groupe 2iE de Ouagadougou est de loin l'institut suscitant le plus grand intérêt pour la formation ;
- et certains services publics (ONEA au Burkina, ONAS au Sénégal, ONAS en Tunisie) suscitent beaucoup d'intérêts chez les acteurs de l'administration centrale.

Le secteur organise-t-il des examens sectoriels conjoints? (n=12)



Besoins d'informations thématiques et examen sectoriel conjoint

La revue des thématiques clés du secteur AEPHA laisse clairement paraître que le marketing de l'assainissement est le thème le plus en demande (besoins de connaissance et d'informations), suivi des thèmes de la pérennité du service et de la promotion de l'hygiène. Les points d'eau et les systèmes d'adduction en eau sont des thèmes bien documentés. L'ATPC et la promotion de l'hygiène sont des thèmes qui figurent à la fois sur la liste des besoins prioritaires et sur la liste des thèmes suffisamment documentés.

Sur quels thèmes le secteur recherche-t-il plus de connaissances et d'informations en priorité ?



Examen sectoriel conjoint

L'examen sectoriel conjoint étant plutôt connu localement sous le nom de 'revue annuelle conjointe', certains répondants n'ont pas bien appréhendé ces termes. Ce qui explique que 58% des répondants ne sachent pas si le secteur organise des ESC et 54% ne sachent pas si leur organisation est initiatrice (ou une des initiatrices) de l'examen sectoriel conjoint.

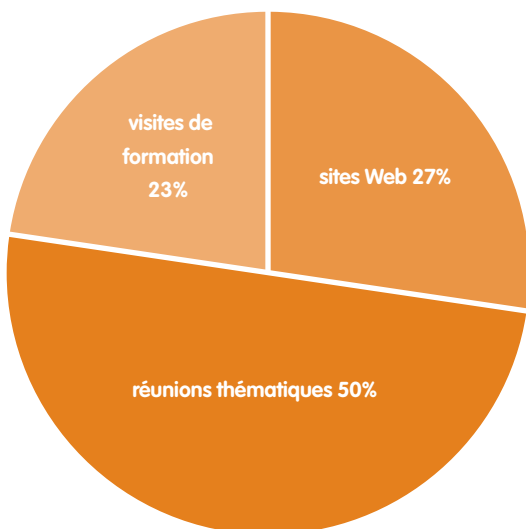
PRATIQUES PERSONNELLES ET DES ORGANISATIONS

Accès à l'information

A l'inverse du groupe des politiciens qui n'interagit qu'annuellement avec les autres acteurs du secteur, le groupe représentant les communauté/consommateurs et OSC bénéficient de la plus grande fréquence d'interaction (mensuelle) avec les autres acteurs secteur. La fréquence d'interaction avec les communautés varie en fonction du groupe des acteurs. Ces derniers entretiennent des relations au mieux mensuelles avec les ministères chargés de l'EAPHA et de la GIRE. Le Ministère en charge de l'assainissement est l'acteur gouvernemental avec lequel tous les groupes interagissent. Les relations avec le secteur privé (fournisseurs, agences etc.) sont rares sauf pour l'administration et les PTF pour qui elles sont annuelles. Les universités ne sont pas en contact avec les ONGI.

L'un des résultats surprenant de l'étude est la fréquence d'interaction (annuelle) entre l'administration centrale et les différents ministères. Par ailleurs, certaines relations semblent unidirectionnelles, c'est le cas des ONGI qui sont en contact mensuel avec les bailleurs mais les PTF n'échangent qu'annuellement avec les ONGI.

Quels sont les principaux canaux d'échange d'informations dans le pays?



Pour ce qui est des canaux de communication, les réunions thématiques sont de loin le principal canal d'échange d'information en Côte d'Ivoire (50%), suivi par les sites Internet (27%) et des visites de formation (23%). Tous les types d'acteurs utilisent les réunions thématiques et les sites Web (sauf les ONG).

Les principales audiences des organisations sont : les citoyens (43%), les bailleurs (24%) et les ministères (19%).

Les principaux produits de savoir et outils de partage d'informations disponibles en quantité suffisante sont : les contacts, les documents sur les politiques, les rapports de suivi et les illustrations (graphiques, images, photos). Par contre, les résultats de recherche et les nouvelles sont rares. Il est à noter que les nouvelles du secteur constituent le type d'information le plus recherché. Sa recherche est faite mensuellement tandis que l'ensemble des types d'information du secteur est sur une base semi-annuelle.

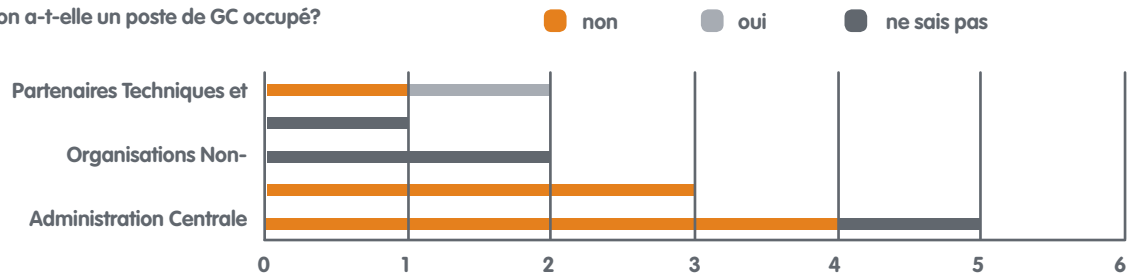
L'information est obtenue de façon différente selon les types d'organisations. Pour les PTF, l'administration centrale et les ONGI, les emails, les conversations téléphoniques et les sites Web sont utilisés de façon hebdomadaire, voire quotidienne. Pour les ONG nationales, les discussions face à face, les newsletters et les comptes-rendus de projet ainsi que le Web sont privilégiés sur une base mensuelle. Les universités obtiennent de l'information via les publications scientifiques, les stages et les comptes rendus de projets sur une base annuelle.

Les réseaux sociaux sont utilisés sur une base quotidienne pour obtenir de l'information. Les différentes communautés de pratiques le sont sur une base mensuelle en moyenne, avec une prédominance du réseau des anciens de l'EIER/ETSHER (maintenant le 2iE) et le comité AHE.

Gestion des connaissances au niveau de l'organisation

D'après les répondants, 85% des organisations favorisent le partage de l'information à l'interne, 69 % d'entre elles ont une stratégie de gestion de l'information, mais seuls 8% ont un poste de GC pourvu. Pour ce qui est du financement, 46 % ont un budget pour la communication et 31% ont un budget pour la gestion de l'information. Seuls les PTF, les ONGI et certaines entités gouvernementales ont un tel budget.

L'organisation a-t-elle un poste de GC occupé?



Dispositions personnelles au niveau des connaissances

Tous les répondants ont déjà contribué à l'élaboration / la production d'un produit d'information, notamment les produits audiovisuels, les publications des documents. Seules les ONGI et l'administration centrale ont réalisé des publications web et des PDF stockés sur le Web ou en CD-Rom.

Pour ce qui est des besoins en développement des capacités, les compétences managériales, les compétences en recherche et en linguistiques sont mentionnées comme compétences à développer. Les politiques organisationnelles, les formations et les logiciels sont les éléments pouvant aider le plus à améliorer la performance des répondants en GC.

Les leviers sur lesquelles on pourrait agir pour renforcer le développement des compétences personnelles varient en fonction des acteurs :

- pour les ONG nationales et les universités, tout est pour ainsi dire important ;
- pour les administrations centrale et les ONGI, la formation, les politiques internes et les logiciels sont plus importants ;
- pour les PTF, c'est le temps dédié à la GC qui est prioritaire.



IV - CONCLUSION

La première étude sur l'évaluation de la Gestion des Connaissances (GC) et de l'Apprentissage Sectoriel (AS) en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en Côte d'Ivoire a permis aux acteurs du secteur de relever les avancées et les défis dans ce domaine encore informel, notamment la forte disparité en matière de GCAS en fonction du groupe d'acteurs. Bien que cette étude ne revêt pas une valeur statistique véritable (eu égard au choix des répondants sur la base du volontariat), les acteurs du secteur ont, lors de l'atelier de validation du rapport de l'étude, fait des recommandations en vue de booster la GCAS en Côte d'Ivoire. Il s'agit entre autre:

- d'organiser semestriellement des rencontres sur la gestion des connaissances et apprentissage sectoriel ;
- d'œuvrer pour l'opérationnalité du groupe sectoriel EHA ;
- d'œuvrer pour la création d'un comité national et des comités par structure de gestion des Connaissances et d'apprentissage sectoriel
- de publier les comptes rendu de la participation aux manifestations et événements régionaux et mondiaux à travers les canaux d'info existants (www.eha-ci.org);
- de développer des liens entre la recherche et le secteur EHA (niveau opérationnel: secteur privé, ONG, Direction techniques partenaires....)

A propos de ce résumé

Ce rapport a été produit par UNICEF Côte d'Ivoire, en collaboration avec IRC (2016) pour le partenariat UNICEF –IRC sur la gestion des connaissances et l'apprentissage sectoriel

Contact

UNICEF Côte d'Ivoire

Cocody Riviera Golf IV, Carrefour M'Pouto/Sol Béni
04 BP 443 Abidjan 04, Côte d'Ivoire
+225 22479920

Suzanne GBAGUIDI, WASH Specialist, sgbaguiodi@unicef.org, +225 22479644

Adama SEKONGO, WASH Officer, asekongo@unicef.org, + 225 22479634

Coordination EHA en Côte d'Ivoire

Seydou Coulibaly, Directeur de l'Assainissement et du Drainage, seydoucoulibaly2007@yahoo.fr;
+225 07417432

2016